

pas tenu les promesses qu'il a prodiguées au peuple pour s'emparer du pouvoir. Les remèdes que vous aviez promis d'appliquer n'ont pas produit les effets désirés. Quelle en est la conséquence? Le malade souffre davantage et vous passez pour des charlatans politiques. Vous accusez encore l'ancien gouvernement, qui nous a donné dix années de prospérité; mais croyez-vous que le peuple canadien va vous croire? Non; il est trop averti aujourd'hui; il sait que votre tarif de haute protection a été sa ruine et que le cri discordant du très honorable premier ministre (M. Bennett), à Londres: "Canada first", a nu considérablement à l'expansion de notre commerce à l'étranger. L'honorable ministre des Postes appelle cela une nécessité économique. Pour lui, la fraternité internationale est un mot vide de sens; cela ne doit pas exister. Les pays n'en ont pas besoin.

Je pourrais citer un cas entre mille, où l'honorable ministre a poussé la fraternité assez loin pour anéantir son esprit de patriotisme dans l'administration même de son ministère.

M. ST-PERE (texte): Honte! honte!

M. DENIS (texte): C'est à propos de l'achat de machines canadiennes pour oblitérer les timbres. Son département a préféré louer des machines américaines, qu'il paie \$18,000 par année, et même plus, à cause du taux du change, plutôt que d'employer des machines canadiennes reconnues supérieures, puisque son département en a employé 70 dans un grand nombre de bureaux de poste du pays.

M. ST-PERE (texte): Honte! honte!

M. DENIS (texte): En agissant ainsi, il a forcé cette industrie à fermer ses portes et à mettre sur le pavé un grand nombre d'employés. C'est ce qu'on appelle du "Canada first" et de l'aide à nos industries. Dans toute cette affaire, vous avez prêté l'oreille à certains avocats de votre parti, payés probablement par les Américains pour diminuer à vos yeux la valeur de la machine canadienne; vous avez été dupe de vos amis, et nos ouvriers chôment depuis ce temps-là. C'est votre genre de patriotisme.

Avant de terminer, permettez, monsieur l'Orateur, que j'adresse quelques mots à l'honorable ministre de la Marine (M. Duranleau) au sujet de ses remarques sur l'immigration. Avant d'accuser le gouvernement libéral d'avoir trop encouragé l'immigration et d'avoir été une des causes de la crise du chômage, je lui conseillerais de lire les discours prononcés par ses amis dans cette Chambre et ailleurs. . .

M. ST-PERE (texte): Très bien!

[M. Denis.]

M. DENIS (texte): . . . de lire surtout celui de l'organisateur en chef du parti conservateur durant les dernières élections, l'honorable sénateur McRae, qui voulait amener au pays 300,000 immigrants anglais par année, et de lire aussi les remarques que fit le ministre du Travail (M. Gordon), tout dernièrement, dans cette Chambre. S'il avait lu ces discours, il se serait peut-être appliqué ces reproches plutôt que de nous les adresser. Si, aujourd'hui, l'immigration a diminué, je ne crois pas que les représentants conservateurs de la province de Québec aient raison de s'en attribuer le mérite, car tout ce que nous avons constaté chez eux, depuis qu'ils siègent dans cette Chambre, c'est leur soumission aveugle à l'autocratie de leur chef. Votre influence est nulle et votre passage dans cette Chambre sera éphémère. Loin de moi l'idée de vouloir troubler votre quiétude, mais vos jours sont comptés. Le peuple canadien n'attend que le moment de se reprendre et de renvoyer dans la froide opposition ceux qui l'ont trompé lors de la dernière élection fédérale. Le pays n'aura plus à en souffrir et à payer pour leur mauvaise administration.

M. CHARLES BOURGEOIS (Trois-Rivières-Saint-Maurice) (traduction): Monsieur l'Orateur, j'hésite quelque peu à prendre la parole pour faire quelques observations à l'occasion du débat, mais je compte qu'elles seront acceptées avec cette courtoisie qu'on m'a témoigné, des deux côtés de la Chambre, depuis que j'ai pris la parole pour la première fois au début de la session.

Le premier ministre mérite nos félicitations pour le choix qu'il a fait de son ministre des Finances. Au point de vue politique, il serait bien difficile d'appliquer à la Nouvelle-Ecosse cette vieille citation biblique: "Quelque chose de bon peut-il sortir de Nazareth?" Une fois de plus, les Provinces maritimes ont offert un apport sérieux et inestimable à l'administration du Dominion. Personnellement, politiquement et, à tout autre point de vue, le ministre des Finances peut être regardé comme digne de son poste actuel dans la vie publique, mais son meilleur titre à la gratitude du pays réside dans le budget qu'il a soumis à la Chambre, afin de rétablir nos affaires nationales et d'améliorer notre situation financière.

En appuyant le bilan financier du ministre, je ne fais que marcher sur les traces des hommes de marque dans la vie industrielle de Trois-Rivières, ville que j'ai l'honneur de représenter. Ces hommes n'ont nullement hésité à déclarer publiquement que le budget récemment déposé était établi sur des bases solides et servirait à faire face aux besoins actuels du pays. En disant cela, je parle sur-